

Calendrier prévisionnel des travaux de la commission des affaires sociales

Ce document est d'ordre purement indicatif et susceptible de modifications en fonction de la détermination de l'ordre du jour.

Les rubriques en double encadré entrent dans le champ de l'article 23 bis du Règlement relatif à la présence des sénateurs.

Les rubriques en simple encadré ont un caractère législatif mais n'entrent pas dans le champ de l'article 23 bis du Règlement.

Jeudi 23 juillet 2020

SEMAINE DU 27 JUILLET 2020

Date	Réunions de la commission	Réunions diverses	Séance publique
Mardi 28 juillet	<p>🕒 à 13 h 30 (salle 131, salle de la commission des finances) : <i>Audition diffusée en direct et disponible en vidéo à la demande</i></p> <p>- Audition de M. Éric Doligé, préalable à sa nomination par le Président du Sénat pour siéger au Haut Conseil des finances publiques (HCFP), en application de l'article 11 de la loi organique n° 2012-1403 du 17 décembre 2012 relative à la programmation et à la gouvernance des finances publiques, <i>en commun avec la commission des finances</i></p> <p>🕒 à 18 heures (salle 213) :</p> <p>- Audition, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, de M. François Toujas, candidat à son renouvellement à la présidence du conseil d'administration de l'Établissement français du sang</p> <p>- <i>Sous réserve de sa transmission</i>, désignation d'un rapporteur sur la proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » (A.N., XV^e lég., n° 3109)</p>		

SEMAINE DU 7 SEPTEMBRE 2020

Date	Réunions de la commission	Réunions diverses	Séance publique
<p>Mardi 8 septembre</p>	<p>🕒 à 14 h 30 (salle Médicis) : <i>Audition diffusée en direct et disponible en vidéo à la demande</i></p> <p>- Audition de MM. Pierre Moscovici, Premier président, et Denis Morin, président de la 6^e chambre, de la Cour des comptes, sur l'enquête réalisée en application de l'article LO132-3-1 du code des juridictions financières sur la fraude sociale</p>		